

JAMAIS PLUS COMME AVANT! ENSEMBLE POUR LA SOCIÉTÉ DU SOIN



Alessandra Sicuro, "Albero della vita, Mosaico di Otranto", 2016

Rejoignez et participez à la convergence des mouvements italiens et des réalités sociales : un Manifeste commun, une plate-forme de priorités concrètes dans la crise, un événement national en automne, un chemin permanent à parcourir ensemble.

Apportez vos idées, vos propositions, vos luttes, vos alternatives.
Signez le Manifeste : societadellacura@gmail.com

Rien ne peut plus rester comme avant, pour la simple raison que c'est ce qu'il y avait avant qui a causé le désastre - l'effondrement écologique et climatique, la gigantesque injustice sociale, la précarité de la vie et des relations. Personne ne peut se sauver tout seul. Ensemble, nous montrerons qu'il est possible de sortir de l'économie du profit pour construire la société du soin de soi, des autres, de la planète.

Le Manifeste est le résultat d'un processus auquel ont participé des militants et des activistes : *Arci, Arcs, Aoi, Ari, Attac Italia, Associazione Laudato Sì, Associazione Botteghe del Mondo, AlterPiana FI-PO-PT, AlterAzione Climatica Pesaro, Associazione Maschile Plurale, Associazione nazionale per la Decrescita, Associazione Sprar Siproimi Mugello, Associazione per il Rinnovamento della Sinistra, Associazione Rimuovendo gli ostacoli, Autoconvocat* contro la crisi, Campagna Dico32, Cantiere delle idee, Casa internazionale delle donne, Casa delle donne di Milano, Catdm Italia, Cemea, Cittadinanza sostenibile bergamasca, Cobas Lavoro privato, Comitato Acqua Pubblica Milano, Comitato Difesa Sanità Pubblica Milano Città Metropolitana Sud Ovest, Comune Info, Coordinamento nazionale per il diritto alla salute, Comitato nazionale contro ogni autonomia differenziata, Controsservatorio Val Susa, Coordinamento ligure Gestione Corretta Rifiuti, Campagna per il Clima Fuori dal fossile, Communia, Cultura è libertà, Demosfera, Dialogo Globale, Disarmisti esigenti, Distretto di mutuo soccorso LO-PC-RE-MI-BG, Emilia in Comune, Extinction Rebellion, Fair, Fairwatch, Fridays For*

Future, Forum italiano dei movimenti per l'acqua, FuoriMercato, Genuino Clandestino, Green Italia, Ife Italia, Laboratorio Lavoro e Natura, Laboratorio per la riscossa del sud, Left, Libertà Donne XXI secolo, Lodi comune solidale, Medicina Democratica, Mediterranea, Mondeggi bene comune, Movimento federalista europeo, Movimento Ippocrate, Movimento nazionale Stop al Consumo di Territorio, Movimento No Tav, Movimento per la Decrescita Felice, Movimento per la Difesa della Sanità Pubblica Veneziana, Navdanya international, No Inc Pisa, Nonna Roma, No Tap, Ong Mais, Parents For Future, Punto Rosso, Rete Semi Rurali, Solidarius, Rete Italiana Economia Solidale, Rete contro le Grandi Opere inutili e dannose, Society for international development, Transform, Un Ponte per, Usb sanità, Woof Italia, Yaku.

MANIFESTE

SORTIR DE L'ÉCONOMIE DU PROFIT CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ DU SOIN

Avant-propos

Un virus a mis le monde entier en crise: Le Covid 19 s'est répandu en très peu de temps sur la planète, il a conduit à l'auto-emprisonnement de la moitié de la population mondiale, il a interrompu les activités productives, commerciales, sociales et culturelles, et continue de faire des victimes.

Dans le cadre de l'urgence sanitaire et sociale, nous avons tous* fait l'expérience de la précarité de l'existence, de la fragilité et de l'interdépendance de la vie humaine et sociale. Nous avons eu la confirmation de quelles étaient les activités et les emplois essentiels pour la vie et pour la communauté. Nous avons eu la démonstration de comme la relation entre la nature et les différents systèmes écologiques est délicate: nous ne sommes pas les maîtres de la planète et de la vie qu'elle contient, nous faisons partie de la vie sur Terre et nous en sommes dépendants.

Des décennies de politiques de coupes budgétaires, de privatisation et de libéralisation de la santé publique, de mondialisation axée sur le profit, ont transformé un grave problème épidémiologique en une tragédie de masse, démontrant à quel point la dimension sociale du droit à la santé est essentielle et étendue.

La pandémie a mis en évidence comment un système basé sur la pensée unique du marché et du profit, sur un anthropocentrisme prédateur, sur la transformation du vivant en marchandise ne peut garantir la protection de toutes les personnes.

La pandémie est la preuve de la crise systémique en cours, dont la principale manifestation est déterminée par la crise climatique dramatique, causée par le

réchauffement de la planète, et la gigantesque inégalité sociale, qui a atteint des niveaux sans précédent.

L'urgence climatique est proche du point de rupture irréversible des équilibres géologiques, chimiques, physiques et biologiques qui font de la Terre un lieu habitable ; l'inégalité sociale est devenue encore plus évidente pendant la pandémie, montrant la propension du système économique, sanitaire et culturel actuel à choisir entre ceux qui méritent de vivre et ceux qu'on abandonne.

La justice climatique et la justice sociale sont les deux faces d'une même médaille et nécessitent un renversement radical rapide du modèle économique actuel et de ses impacts sociaux, écologiques et climatiques.

Rien ne peut plus rester comme avant, pour la simple raison que c'est ce qu'il y avait avant qui a causé le désastre.

Aujourd'hui, plus que jamais, à un système qui subordonne tout à l'économie du profit, il faut opposer la construction d'une société du soin de soi, de l'autre, de l'environnement, du vivant, de la maison commune et des générations futures.

1. La conversion écologique de la société

L'urgence climatique est dramatiquement proche du point de non-retour. Le temps presse: le réchauffement climatique s'aggrave, les incendies se multiplient, la disparition des glaciers s'accélère, les récifs coralliens se meurent, des écosystèmes entiers ainsi que des espèces animales et végétales disparaissent, les inondations et les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient.

Notre vulnérabilité croissante aux pandémies a également sa cause la plus profonde dans la destruction des écosystèmes naturels, dans l'industrialisation progressive de la production, principalement agro-alimentaire, et dans la vitesse de circulation des capitaux, des biens et des personnes. Un modèle de production basé sur la chimie toxique et l'élevage intensif a conduit à une augmentation verticale de la déforestation et à une diminution drastique de la biodiversité. Tout cela, combiné à l'urbanisation croissante, à l'extension des mégapoles et à l'intensification de la pollution, a entraîné un changement soudain dans les habitats de nombreuses espèces animales et végétales, subvertissant les écosystèmes établis, modifiant leur fonctionnement et permettant une plus grande contiguïté entre les espèces sauvages et domestiques.

Un changement radical de direction dans un délai extrêmement court est absolument nécessaire et impératif.

Il est nécessaire de promouvoir la réappropriation sociale des réserves écologiques et de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en la soustrayant à l'agro-industrie et à la grande distribution, afin de garantir la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit de chacun* à une alimentation nutritive et culturellement appropriée,

accessible, produite de manière durable et écologique.

Une profonde conversion écologique du système technologique et industriel doit être engagée, à partir de la décision collective sur "quoi, comment, où, combien et pour qui" produire et d'une approche éco-systémique et circulaire des cycles de transformation et des chaînes d'approvisionnement, de l'extraction des matériaux à la production, de la valorisation aux marchés, à la consommation finale.

Il faut inverser le cours du système de commerce international et des investissements financiers, en remplaçant l'intouchabilité actuelle des profits par l'inviolabilité des droits humains, environnementaux, économiques et sociaux, et en rendant toutes les normes de protection sociale et environnementale obligatoires pour toutes les entreprises, à commencer par les multinationales, plutôt que de les laisser agir uniquement de manière volontaire ou sous forme de philanthropie.

Un nouveau paradigme énergétique, avec l'abandon immédiat des combustibles fossiles, doit être basé sur une énergie "propre, territoriale et démocratique" au lieu d'une énergie "thermique, centralisée et militarisée". Une approche saine du territoire et de la mobilité doit mettre un terme à la consommation des terres et aux grands travaux inutiles et nuisibles, pour nous permettre de vivre dans des communautés, des villes et des systèmes d'établissement qui seront des lieux de vie, de socialité et de culture décentes, connectés entre eux de manière durable.

Le rapport de force entre les êtres humains et toutes les autres formes de vie sur la planète doit être profondément repensé : nous ne pouvons pas assister à l'extermination de nombreuses espèces animales et à l'exploitation brutale de plusieurs autres, en pensant rester à l'abri des conséquences épidémiologiques, climatiques, écologiques et éthiques.

Nous avons besoin d'une conversion écologique, d'une révolution culturelle, qui inspire et favorise un changement économique et de mode de vie.

2. Travail, revenus et bien-être dans la société de soins

La pandémie a mis en évidence qu'aucune production économique n'est possible sans garantir la reproduction biologique et sociale, comme l'ont toujours soutenu la pensée éco-féministe et la vision cosmogonique des peuples autochtones.

La reproduction sociale - entendue comme l'ensemble des activités et des institutions nécessaires pour garantir la vie, dans sa pleine dignité - signifie le soin de soi, des autres* et de l'environnement : et c'est autour de ces nœuds que doit être repensé tout le modèle économique-social.

La pandémie a plongé encore plus profondément dans le désespoir les couches les plus faibles de la population, des migrants aux sans-abri, des chômeurs aux handicapés, des personnes fragiles aux personnes non autonomes, et a aggravé la condition de précarité, des millions d'autres personnes se retrouvant sans aucun revenu.

Il ne peut y avoir de société de soins sans surmonter toutes les conditions de précarité et sans une redéfinition des concepts de bien-être social, de travail, de revenu et d'aide sociale.

La conversion écologique est une lutte pour abandonner le plus tôt possible toutes les activités qui nuisent à la coexistence des humains, entre eux et avec la Terre, pour promouvoir d'autres activités qui impliquent de prendre soin de soi, des autres* et de tout le vivant : la reproduction de la vie dans les meilleures conditions possibles.

L'activité professionnelle doit être fondée sur une large socialisation du travail nécessaire, accompagnée d'une nette réduction du temps individuel qui lui est consacré, de sorte que l'accès au travail soit le résultat d'une redistribution solidaire et non d'une concurrence acharnée entre les personnes et les pays, dans un horizon qui subordonne la valeur de l'échange à la valeur de l'usage et organise la production en fonction des besoins sociaux, environnementaux et de genre.

Si le soin de soi, des autres* et de l'environnement sont les objectifs du nouveau pacte social, le revenu est le dividende social de la coopération entre les activités de chacun*, et le droit au revenu est la reconnaissance de la centralité de l'activité de chaque individu dans la construction d'une société qui prend soin de tous* et n'exclut personne*, en éliminant la précarité, l'exclusion et la marginalisation de la vie des gens.

Le droit à la connaissance, à l'éducation, à la culture, à une information correcte, au savoir, en tant que facteur puissant de réduction des inégalités et dont la pauvreté culturelle est une cause essentielle, doit être pleinement reconnu.

Un nouveau système de protection sociale universelle, décentralisé et dé-patriarcalisé doit être mis en place, basé sur la reconnaissance de la communauté d'affection et de la solidarité mutuelle, sur l'autonomie collective des services et sur la prise en charge de la maison commune.

3. La réappropriation sociale des biens communs et des services publics

Aucune protection n'est possible si les droits fondamentaux à la vie et à sa qualité ne sont pas garantis. Reconnaître les biens communs naturels - à commencer par l'eau, qui est essentielle à la vie sur la planète - et les biens communs sociaux, émergents et à jouissance collective comme éléments fondateurs de la vie et de la dignité, de la cohésion territoriale et d'une société à orientation écologique et sociale, exige de remplacer le paradigme du budget équilibré par un budget équilibré sur le plan social, écologique et de genre.

La protection des biens communs et des services publics qui en garantissent l'accès et l'utilisation doit prévoir leur retrait immédiat du marché, leur gestion décentralisée, communautaire et participative, ainsi que des ressources adéquates et incompressibles.

Il est nécessaire de socialiser la production de biens fondamentaux, stratégiques aux fins de l'intérêt général : des biens et services primaires (alimentation, eau, énergie, éducation et recherche, santé, services sociaux, logement) ; à ceux sans lesquels une part considérable des autres activités économiques ne serait pas possible (transports, énergie, télécommunications, fibre optique) ; aux choix

d'investissement à long terme de nature scientifique, technologique et culturelle, capables de modifier, dans le temps et de manière significative, la vie matérielle et spirituelle de la population.

4. Centralité des territoires et démocratie de proximité

La croissance entièrement basée sur la quantité et la vitesse des flux de biens, de personnes et de capitaux, la centralité des marchés mondiaux et de la production intensive et sur la conséquente hyperconnexion non réglementée des systèmes financiers, productifs et sociaux, a été le principal vecteur qui a permis au virus de se propager à travers la planète à des vitesses sans précédent, en voyageant à l'intérieur des organismes des cadres, des techniciens spécialisés, des travailleurs du transport et de la logistique, ainsi que des touristes.

Repenser l'organisation de la société implique la délocalisation de nombreuses activités productives à partir des communautés territoriales et de leur coopération correspondante, qui devront devenir le noyau d'une nouvelle économie transformatrice, fondée sur des bases écologiques, sociales et éthiques.

Les communautés sont les lieux où coexistent les humains, les autres animaux, le territoire et le paysage, chacun ayant sa propre histoire, sa culture et son identité irrépressibles. Le plan de la mondialisation a tenté d'homogénéiser les différences et les particularités, produisant des résistances qui ont trop souvent été dirigées vers une version fermée et excluante du communautarisme. Le défi, également culturel, consiste à concevoir l'avenir comme un système de communautés ouvertes, coopérantes, inclusives et interdépendantes.

Cela implique également la re-territorialisation des choix politiques, avec un rôle essentiel confié aux municipalités, villes et collectivités territoriales, en tant que lieux de réelle démocratie de proximité dont les habitants participent activement aux décisions collectives.

Grâce à des formes de réappropriation populaire des institutions nationales et internationales, il sera possible de garantir, de protéger et d'affirmer l'égalité des droits et des relations entre les différentes zones des systèmes nationaux, régionaux et continentaux et le système mondial.

5. Paix, coopération, accueil et solidarité

La pandémie n'a respecté aucune des multiples séparations géographiques et sociales et aucune des hiérarchies construites par les êtres humains : des frontières aux classes sociales, en passant par le faux concept de race. Elle a montré que la véritable sécurité ne se construit pas contre et au détriment des autres : pour se sentir en sécurité, tout le monde doit l'être.

Pour cela, chaque population doit avoir droit à un environnement sain, à l'égalité sociale, à un accès durable aux ressources naturelles.

Il est nécessaire de mettre fin à toute politique de domination dans les relations entre les peuples, de mettre fin à toute politique coloniale, qu'elle soit exercée par la domination militaire et la guerre, les traités de commerce ou d'investissement, l'exploitation des personnes, du vivant et de la maison commune. Nous ne pouvons plus accepter que nos niveaux de consommation soient basés sur l'exploitation des ressources d'autres pays et sur des relations d'échange scandaleusement inégales, ni accepter l'existence d'alliances militaires visant à contrôler et à exploiter des zones stratégiques et leurs ressources.

La société du soin rejette l'extractivisme parce qu'il attaque les peuples originaires (natifs), exproprie les ressources naturelles communes et multiplie les dévastations environnementales. C'est pourquoi elle soutient l'autodétermination des peuples et des communautés, le commerce équitable, la coopération horizontale et la garde partagée et coresponsable des biens communs mondiaux.

La guerre contre les migrants est aujourd'hui l'un des éléments fondateurs du système mondial actuel. Des régions entières de la planète - mers, déserts, zones frontalières - sont devenues de gigantesques cimetières à ciel ouvert, des lieux où la violence et la maltraitance ont lieu, et où des millions d'êtres humains sont privés de tout droit et de toute dignité.

La société du soin démantèle les fossés et les murs et ne construit pas de forteresses. Elle rejette la domination et reconnaît la coopération entre les peuples. Elle affronte et surmonte le racisme institutionnel et le colonialisme économique et culturel, par lesquels les puissances dominantes se rapportent encore aux individus, aux connaissances culturelles et aux ressources de la planète.

La société du soin rejette toute forme de fascisme, de racisme, de sexisme, de discrimination et construit des ponts entre les personnes et les cultures en pratiquant l'accueil, les droits et la solidarité.

6. La science et la technologie au service de la vie et non de la guerre

La recherche scientifique et l'innovation technologique sont fondamentales pour la construction d'une société solidaire qui permet une vie digne pour tous, mais elles peuvent devenir des éléments de destruction si elles ne sont pas mises au service de la vie mais de la domination et de la guerre. Les orientations et les résultats doivent être liés à l'émancipation des personnes et non à un contrôle social autoritaire, à la redistribution des richesses et non à l'accumulation, à la paix et à la solidarité et non à la destruction des vies, de la société et de la nature.

Il est particulièrement grave que la course au réarmement atomique et à l'amélioration des systèmes de ciblage des armes nucléaires se poursuive, alors que les engagements internationaux visant à interdire l'utilisation de l'arme la plus meurtrière sont assouplis. Les connaissances et les ressources d'une société ne peuvent être orientées vers la construction d'armes, le maintien des armées,

l'appartenance à des alliances basées sur la domination militaire, la participation à des missions militaires et à des guerres, la refoulement des migrants, la construction d'une réalité qui peut être manipulée et falsifiée numériquement.

Le contrôle des grandes données, l'intelligence artificielle et les infrastructures numériques détermineront la nature des institutions du futur et les citoyens doivent pouvoir exercer une souveraineté numérique sur tous les aspects sensibles de leur existence. Nous devons imaginer un avenir numérique démocratique dans lequel les données sont une infrastructure publique et un bien commun contrôlé par les personnes.

7. La finance au service de la vie et des droits

La pandémie a montré que pour guérir les gens, l'Union européenne a dû suspendre le pacte de stabilité, le pacte fiscal et les paramètres de Maastricht. Cela signifie que ces contraintes ne sont pas seulement inutiles, mais qu'elles vont à l'encontre de la vie, de la dignité et du soin des personnes.

La financiarisation de l'économie et la marchandisation de la société et de la nature sont les causes de profondes inégalités sociales et de la dramatique dévastation de l'environnement.

Mettre la finance au service de la vie et des droits signifie se réapproprier la richesse sociale produite, annuler la dette illégitime et odieuse et appliquer un système d'imposition fortement progressif qui prend les ressources là où elles se trouvent, dans les classes riches de la société, dans les grands actifs, dans les profits des grandes entreprises.

Aucune transformation écologique et sociale ne sera possible sans arrêter la seule mondialisation que le modèle capitaliste a réussi à réaliser pleinement : celle des mouvements incontrôlés de biens et de capitaux. Un capital sans frontières qui peut intervenir sans contraintes là où cela lui convient, déterminant les choix de politique économique et sociale des États, contraints de se concurrencer, offrant aux investisseurs nationaux et étrangers des avantages de plus en plus préjudiciables aux droits de leurs citoyens et à l'environnement.

C'est pourquoi il est nécessaire de socialiser le système bancaire, en le transformant en un service public d'épargne, de crédit et d'investissement, géré territorialement avec la participation directe des usagers organisés, des employés de banque, des autorités locales et des secteurs productifs territoriaux.

Sans une nouvelle finance publique et participative, aucune transformation écologique et sociale du modèle économique et productif ne sera possible, et les décisions à long terme concernant la société resteront l'apanage des lobbies financiers et des grandes multinationales.

Nous voulons une société qui place la vie et la dignité au centre, qui sache qu'elle est interdépendante avec la nature, qui construise sur la valeur d'usage ses productions, sur le mutualisme ses échanges, sur l'égalité ses rapports, sur la participation ses décisions.

Nous nous battons toutes et tous ensemble pour que cela devienne une réalité.